SciencesPo.

Fait politique

Favoritisme et corruption à la française

Petits arrangements avec la probité

sous la direction de

Pierre Lascoumes

SciencesPo. Les Presses

Extrait de la publication

Favoritisme et corruption à la française

Petits arrangements avec la probité

Extrait de la publication

Domaine **Fait** politique

Dirigé par Pascal Perrineau et Janine Mossuz-Lavau

Les Mondes agricoles en politique
Bertrand Hervieu, Nonna Mayer, Pierre Muller, François Purseigle, Jacques Rémy (dir.)
Collection Académique
2010 / ISBN 978-2-7246-1164-9

Archéologie de la représentation politique
Structure et fondement d'une crise
Didier Mineur
Collection Académique
2010 / ISBN 978-2-7246-1160-1

Le Sexe de la mondialisation
Genre, classe, race et nouvelle division du travail
Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Le Feuvre, Fatou Sow (dir.)
Collection Académique
2009 / ISBN 978-2-7246-1145-8

Intelligences de la France
Onze essais sur la politique et la culture
Philippe Urfalino et Martha Zuber (dir.)
Collection Académique
2009 / ISBN 978-2-7246-1146-5

Les Pieds-noirs et la politique
Quarante ans après le retour
Emmanuelle Comtat
Collection Académique
2009 / ISBN 978-2-7246-1138-0

La CFDT (1968-1995)
De l'autogestion au syndicalisme de proposition
Nicolas Defaud
Collection Académique
2009 / ISBN 978-2-7246-1137-3

Sociologie des crises politiques
La dynamique des mobilisations multisectorielles
3e édition revue et augmentée d'une préface inédite
Michel Dobry
Collection Références
2009 / ISBN 978-2-7246-1125-0

SCIENCES PO
Fait politique

Favoritisme et corruption à la française

Petits arrangements avec la probité

Sous la direction de
Pierre Lascoumes

Extrait de la publication

Remerciements

Les auteurs remercient l'Agence nationale de la recherche (ANR) et la Direction scientifique de Sciences Po pour les aides financières accordées à ce projet, ainsi que Gina Sandanassamy et Odette Tomescu-Hatto pour leur aide dans l'administration du projet et Natacha Gally pour la mise en forme du manuscrit.

SciencesPo. Les Presses

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)
Favoritisme et corruption à la française : petits arrangements avec la probité / Pierre Lascoumes (dir.) – Paris : Presses de Sciences Po, 2010.

ISBN 978-2-7246-1177-9

RAMEAU :
- Corruption politique : France ; Opinion publique
- Opinion publique : France : 1990-...
- Morale politique : France

DEWEY :
- 364.3 : Crimes politiques
- 334 : Vie politique
- 172 : Morale politique

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).
Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2010, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Extrait de la publication
ISBN - version PDF : 9782724683073

SOMMAIRE

ONT CONTRIBUÉ À CET OUVRAGE 9

Introduction / **LES APPORTS DE L'ENQUÊTE « PROBITÉ PUBLIQUE »** PAR RAPPORT AUX RÉSULTATS DES ENQUÊTES CLASSIQUES EN SOCIOLOGIE POLITIQUE 11
Pascal Perrineau

Prologue / **LES CITOYENS ET LEURS ÉLUS :** RÔLES ET DÉBORDEMENTS. TROIS ENQUÊTES MONOGRAPHIQUES : MÉLISSE, PLAISE ET ORONCOUR 21
Pierre Lascoumes

Présentation de l'ouvrage / **DE L'IDÉAL DU RÔLE POLITIQUE** À SES MAUVAISES PRATIQUES : DE L'ENQUÊTE QUALITATIVE AU QUANTITATIF 67
Pierre Lascoumes

I — APPROCHES GLOBALES DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LA PROBITÉ

Chapitre 1 / **DU FAVORITISME À LA CORRUPTION** LES DÉFINITIONS CONCURRENTES DE LA PROBITÉ PUBLIQUE 73
Jean Chiche, Viviane Le Hay, Flora Chanvril et Pierre Lascoumes

État des connaissances : quatre entrées pour définir la « corruption » 79
L'enquête française sur les ambiguïtés de perception de la corruption 91

Chapitre 2 / **LE RÔLE DES CLIVAGES SOCIAUX** DANS LES JUGEMENTS SUR LA PROBITÉ 107
Bruno Cautrès et Jean Chiche

La multidimensionnalité des opinions sur la probité et la corruption et ses clivages sociaux 112

Extrait de la publication

Typologie et segmentations sociologiques des opinions sur la probité et la corruption et ses clivages sociaux 117

Chapitre 3 / **ENTRE MORALE ET POLITIQUE :** UNE APPROCHE EXPÉRIMENTALE DES JUGEMENTS SUR LA CORRUPTION 125
Nonna Mayer

Les indicateurs 126
Les jugements sur la corruption 129
L'image des élites politiques 133

Chapitre 4 / **FONCTION POLITIQUE ET ATTEINTES À LA PROBITÉ** PUBLIQUE DANS LE JUGEMENT DES CITOYENS ORDINAIRES 139
Oscar Mazzoleni et Pierre Lascoumes

Rôles politiques et perceptions des citoyens ordinaires 143
Une classification des représentations de la fonction politique 152
Typologie des représentations de la fonction politique 158

II — APPROCHES SPÉCIFIQUES DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LA PROBITÉ

Chapitre 5 / **FAMILLES POLITIQUES ET JUGEMENTS** SUR LA PROBITÉ 169
Anne Muxel

La crise de la représentation politique au cœur des jugements sur la corruption 170
Des représentations aux pratiques : les différents univers de la corruption 178

Chapitre 6 / **GENRE ET CORRUPTION :** DES PERCEPTIONS DIFFÉRENCIÉES 187
Mariette Sineau

Les femmes plus intolérantes vis-à-vis de la corruption politique 189
Le genre comme variable structurante : la « preuve » par l'ACM 192
Essai d'interprétation 194

Extrait de la publication

Chapitre 7/ **ARGENT, POLITIQUE ET CORRUPTION**
Janine Mossuz-Lavau 199

Rapport à l'argent et à la politique 200
La double peine 204
La tolérance zéro 205
La réprobation compréhensive 209
La tolérance à 99 % 213

Chapitre 8/ **LES RÉACTIONS SOCIALES À LA CORRUPTION :**
DIVULGATION ET SYSTÈME RÉPRESSIF 219
Odette Tomescu-Hatto, Pierre Lascoumes, Viviane Le Hay et Guy Michelat

Du « délateur » au « *whistleblower* » : les termes du débat éthique sur la divulgation 223
Réprouver : oui, divulguer : non ? 230

CONCLUSION
Pierre Lascoumes 245

ANNEXES
1. Méthodologie de l'enquête monographique sur les trois municipalités 253
2. Présentation socio-économique des trois villes enquêtées 254
3. Qu'est-ce que l'analyse des correspondances multiples spécifique ? 257
4. Régression logistique sur les représentations de la corruption 259
5. Qualités attendues de l'élu(e) 261
6. Les variables actives retenues pour l'ACM et leurs modalités 262

BIBLIOGRAPHIE 265
TABLE DES DOCUMENTS 281

Extrait de la publication

« Si la corruption politique est un problème central de la vie politique aux États-Unis, pourquoi n'est-elle pas au cœur de la science politique américaine ? »

John G. Peters et Susan Welch (1978)

Extrait de la publication

Ont contribué à cet ouvrage

Bruno Cautrès est chercheur CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Il enseigne également à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris. Ses recherches portent sur la sociologie du vote et des comportements ainsi que sur les attitudes des citoyens vis-à-vis de l'intégration européenne. Ses dernières publications sont *Comment les électeurs font-ils leur choix ?*, ouvrage dirigé avec Anne Muxel (Paris, Presses de Sciences Po, 2009) ; et *Les Français, des Européens comme les autres ?*, dirigé avec Daniel Boy et Nicolas Sauger (Paris, Presses de Sciences Po, 2010).

Flora Chanvril est chargée d'études statistiques au Cevipof. Elle participe à la conception, au suivi des enquêtes, ainsi qu'à l'exploitation et à la présentation de leurs résultats.

Jean Chiche est docteur en statistiques mathématiques (Université Pierre et Marie Curie 1983) et ingénieur de recherche CNRS au Cevipof. Il est enseignant en analyse quantitative des données. Ses recherches se sont développées dans trois domaines : le comportement électoral et les élections, la méthodologie – sondages, enquêtes, opinion publique –, les statistiques et plus précisément l'analyse géométrique des données.

Pierre Lascoumes est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) rattaché au Centre d'études européennes de Sciences Po. Il enseigne et effectue des recherches d'analyse des politiques publiques. Il a mené des travaux sur les déviances et délinquances des élites. Il a publié récemment, avec Gilles Favarel-Garrigues et Thierry Godefroy, *Les Sentinelles de l'argent sale. Les banques aux prises avec l'anti-blanchiment* (Paris, La Découverte, 2009).

Viviane Le Hay est ingénieur d'études CNRS rattachée au Cevipof. Statisticienne, elle participe à la conception, au suivi des enquêtes, ainsi qu'à l'exploitation et à la présentation de leurs résultats.

Nonna Mayer est directrice de recherche au CNRS rattachée au Centre d'études européennes de Sciences Po. Elle enseigne à l'école doctorale de Sciences Po. Elle est présidente de l'Association française de science politique (AFSP) et vient de publier *Sociologie des comportements politiques* (Paris, Armand Colin, « coll. U », 2010).

Oscar Mazzoleni est directeur de recherche et responsable de l'Observatoire de la vie politique de Bellinzone, en Suisse, et enseigne la science politique à l'Université de Lausanne. Il a récemment publié *Culture politiche e culture civiche a confronto* (Bellinzone, Ustat, 2004).

Guy Michelat est directeur de recherche émérite CNRS au Cevipof. Ses recherches portent sur les relations entre attitudes et comportements politiques et religieux, l'univers des croyances, les représentations de la laïcité, le racisme et l'antisémitisme.

Janine Mossuz-Lavau est directrice de recherche au Cevipof et chargée de cours à l'IEP de Paris. Elle est l'auteure de *L'Argent et nous* (Paris, Éditions de la Martinière, 2007).

Anne Muxel est directrice de recherche au CNRS (Cevipof), spécialiste des études dans le champ de la socialisation, de la participation politique et de l'analyse électorale.

Pascal Perrineau est professeur des universités à l'IEP de Paris et directeur du Cevipof (UMR CNRS). Il travaille sur l'analyse des comportements et des attitudes politiques en France, les nouveaux clivages politiques dans les sociétés européennes ainsi que sur l'extrême droite.

Mariette Sineau, politologue, est directrice de recherche CNRS au Cevipof. Ses travaux portent sur les femmes et la citoyenneté politique, et plus récemment sur patrimoine et politique. Son dernier ouvrage paru est *La Force du nombre. Femmes et démocratie présidentielle* (La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2010).

Odette Tomescu-Hatto est maître de conférences à Sciences Po Paris et responsable de projets au Cevipof. Elle travaille sur les questions de sécurité et de démocratie en Europe. Elle est l'auteur, avec Ronald Hatto, de l'ouvrage *Les États-Unis et la « nouvelle Europe »* (Paris, CERI-Autrement, 2007) ; et, avec Shahrbanou Tadjbakhsh, de *Normative and Ethical Frameworks for Human Security in Eastern and Central Europe : A Status Report* (Paris, Unesco, 2007).

Introduction / LES APPORTS DE L'ENQUÊTE « PROBITÉ PUBLIQUE » PAR RAPPORT AUX RÉSULTATS DES ENQUÊTES CLASSIQUES EN SOCIOLOGIE POLITIQUE

Pascal Perrineau

Avec l'objet « Probité publique », le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) a choisi d'explorer un terrain peu abordé, particulièrement en France. Il y avait, en effet, urgence et intérêt à faire le point intellectuel sur cette question dans notre pays, car jusqu'alors seuls les terrains nord-américain, australien, britannique et japonais avaient donné lieu à des recherches détaillées sur les perceptions de la corruption.

Cette enquête a également cherché à dépasser la perception de la corruption comme indicateur majeur de la « crise de la démocratie » ou de la crise de la représentation politique, une perspective qui est souvent dominante, de manière plus ou moins explicite, dans les recherches de science politique sur le sujet[1]. Les atteintes à la probité publique sont en effet souvent présentées comme un élément déterminant de cette crise. L'étude du phénomène de la probité publique et des atteintes dont elle est l'objet met au jour un apparent paradoxe : d'un côté, le réel ou supposé développement de la corruption politique a redonné un espace et une visibilité à nombre d'« entrepreneurs de morale » et à une vision idéale d'un citoyen critique et clairvoyant, prompt à circonscrire et à dénoncer les faits de corruption ; d'un autre côté, l'impact politique et social de ces affaires de corruption ne semble pas toujours évident et paraît démentir l'optimisme purificateur de la première posture tout en déplorant un citoyen peu civique, désabusé et cynique. Apparemment contradictoires, ces deux postures renvoient en fait au même modèle démocratique idéal que Philippe Bezes et Pierre Lascoumes définissent comme étant un modèle « dans lequel la

1. *Susan J. Pharr et Robert D. Putnam (eds),* Disaffected Democracies : What's Troubling the Trilateral Countries ?*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2000.*

relation gouvernant-gouverné est régie par une double exigence : la probité des conduites du représentant élu et le contrôle exercé par les mandants qui devrait conduire à sanctionner les transgressions ». Ce modèle suppose une définition très normative du citoyen idéal et une définition très objectivée de la corruption politique.

L'approche retenue dans l'enquête du Cevipof s'efforce d'éviter ce questionnement d'ordre trop normatif pour adopter un questionnement davantage épistémologique. Comment les citoyens ordinaires développent-ils des perceptions morales de la politique ? Comment sont construites des visions normatives d'ailleurs plurielles et éventuellement concurrentes ? Quelles pratiques des élus font l'objet d'une qualification en termes de corruption ? Y a-t-il une gradation des pratiques, des pratiques admises jusqu'aux pratiques stigmatisées ?

La recherche du Cevipof cherche à casser le simple face à face entre citoyens et corruption politique comme objet de jugement, pour tenter de faire émerger les relations plus ambivalentes entre des citoyens porteurs de certains systèmes de valeurs et de certaines conceptions de la politique et leurs opinions sur la corruption. Ce type d'approche empirique et non normative a été inauguré par John A. Gardiner[2]. La « relation au politique » n'est pas une simple opération de jugement, elle est une relation peu cadrée et très ouverte aux échanges et à la structure des échanges dans lesquels les individus sont insérés.

Cette recherche s'efforce de penser la pluralité et la diversité des phénomènes de corruption qui ne peuvent être aisément ramenés à une échelle unidimensionnelle. On en vient à ces différents types de perception de la corruption tels que les avait catégorisés Arnold J. Heidenheimer[3] : « corruption noire » (corruption pour les élites et les citoyens ordinaires), « corruption blanche » (corruption pour aucun des deux groupes) et « corruption grise » (conflits normatifs entre les deux groupes).

2. John A. Gardiner, The Politics of Corruption : Organized Crime in an American City*, New York (N. Y.), Russell Sage Foundation, 1970.*
3. Arnold J. Heidenheimer, Michael Johnston et Victor T. LeVine (eds), Political Corruption. A Handbook*, New Brunswick (N. J.), Transaction, 1989.*

Extrait de la publication

L'enquête du Cevipof tente également de prolonger une approche comme celle de John G. Peters et Susan Welch[4], qui montre que les perceptions de la corruption varient non seulement en fonction des groupes porteurs de jugements mais aussi de la nature des actes et de leurs propriétés intrinsèques.

Cette diversité n'empêche pas qu'il y ait un « noyau dur » de jugements qui ne sont pas remis en cause selon les individus ou les contextes et qui reposent sur des principes axiologiques stables, sur un registre universellement mobilisé par les divers groupes sociaux et relevant d'une « morale commune », selon l'hypothèse de Raymond Boudon développée dans *Déclin de la morale ? Déclin des valeurs ?*[5].

La recherche mise en place par le Cevipof tente de dépasser les opinions alarmistes et les opinions non suivies d'effets politiques. D'où la volonté de mettre le citoyen en situation d'acteur dans l'enquête par sondage qui a été administrée par l'institut ISL (Institut de sondage Lavialle) du 23 janvier au 18 février 2006 auprès d'un échantillon de plus de 2 000 personnes. L'objectif de cette recherche était d'aller au-delà d'opinions qui peuvent apparaître comme des « opinions de surface » :

– Sur la sévérité du jugement porté sur les élus : « 60 % des personnes estiment que les élus et dirigeants politiques sont plutôt corrompus ». Cet indicateur a beaucoup augmenté dans les années 1980, passant de 38 % en 1977 à 55 % en 1990. Il atteint 65 % en 1991 et se maintient depuis entre 60 et 65 %.

– Sur le développement du phénomène de corruption : un tiers des enquêtés estime qu'il y a plus de corruption aujourd'hui qu'avant (32,6 %).

– Sur le niveau de corruption : plus des deux tiers des enquêtés considèrent que le niveau de corruption est élevé dans les

4. John G. Peters et Susan Welch, « *Political Corruption in America : A Search for Definitions and a Theory, or If Political Corruption is in the Mainstream of American Politics Why is it Not in the Mainstream of American Politics Research ?* », American Political Science Review, *72 (3), septembre 1978, p. 974-984.*
5. Raymond Boudon, Déclin de la morale ? Déclin des valeurs ?*, Paris, PUF, 2002.*

Extrait de la publication

principales institutions politiques. Qu'il y a « beaucoup ou assez » de corruption dans le gouvernement (77,9 %), à la présidence de la République (69,1 %), chez les députés (68 %), chez les sénateurs (58 %).

– Sur les conséquences que l'électeur (rationnel et/ou moral) est censé tirer de ces constats : 96,5 % des personnes enquêtées déclarent qu'elles ne voteraient pas pour quelqu'un mis en cause dans une affaire, même s'il est très efficace (85,6 %).

– Sur la demande de répression : les tribunaux sont considérés comme n'étant pas assez sévères avec les membres du gouvernement (84,9 %), les députés (78,1 %), les maires (54,6 %).

On sait que certains contextes politiques maximalisent les positions critiques. Ainsi, les mises en cause de personnalités politiques de haut niveau renforcent la sensibilité à ces questions. Pour la période relativement récente, on peut mentionner le renvoi en correctionnelle du président du Conseil régional d'Île-de-France (Jean-Paul Huchon, Parti socialiste, PS) pour prise illégale d'intérêt, le procès d'élus et de fonctionnaires du III[e] arrondissement de Paris (Jacques Dominati, Union pour la démocratie française, UDF) pour des fraudes sur les listes électorales, ou encore celui contre Pierre Bédier (député UMP, Union pour un mouvement populaire, et maire de Mantes-la-Jolie) pour abus de biens sociaux et corruption. Peu nombreuses mais relativement bien médiatisées, les « affaires » donnent depuis quinze ans une visibilité nouvelle aux pratiques déviantes du personnel politique et par là même entretiennent les suspicions et les jugements critiques.

On sait cependant depuis les travaux d'Angus Campbell *et al.* dans *The American Voter*[6] qu'à défaut d'argumentaires plus développés, les formes ordinaires de critique de la politique reposent souvent sur des catégories morales quotidiennes et réprouvent les mensonges (promesses non tenues), la vaine compétition (carriérisme) et la cupidité (atteintes à la probité) des élus. Pour autant, ces opinions sévères ne sont pas systématiquement suivies d'effets politiques et électoraux.

6. *Angus Campbell, Philip E. Converse, Warren E. Miller* et al., The American Voter, *New York (N. Y.), John Wiley and Sons, 1960.*

Extrait de la publication

La carrière politique et les succès électoraux d'élus mis en cause, et même condamnés, montrent que la sanction par le vote est loin d'être un mécanisme automatique. Depuis l'affaire du député Daniel Wilson, les exemples ne manquent pas pour montrer que les atteintes à la probité ne sont pas systématiquement des causes d'indignité politique. Ce gendre du président Jules Grévy usait de sa position pour faire attribuer des décorations (scandale des médailles) et mener des interventions diverses. Malgré un scandale important (1887-1888) qui déboucha sur deux procès et sur la création du délit de « trafic d'influence », D. Wilson poursuivit sa carrière d'élu (maire de Loches en 1892 et réélu député en 1893). À l'évidence, et contrairement au discours ordinaire, le respect des lois et des principes moraux n'est pas, en politique, le critère principal de jugement. Des critères pragmatiques (efficacité) ou symboliques (aptitude à représenter le collectif) tiennent une grande importance dans l'appréciation des élus et des dirigeants.

De plus, contrairement à d'autres pays, aucun mouvement de protestation collective ne s'est manifesté à l'occasion de ces « affaires » censées scandaliser l'opinion. L'organisation non gouvernementale (ONG) Transparency International tient un rôle d'expertise et intervient peu sur les sujets nationaux. Quant aux partis et syndicats, ils restent très prudents sur le sujet (sauf exceptions parmi lesquelles on peut noter l'activisme de partis comme le Front national – FN –, le Mouvement pour la France – MPF – ou Lutte ouvrière – LO).

Les citoyens français seraient-ils tous devenus cyniques ou totalement désabusés ? Que révèle alors l'intensité de ces opinions réprobatrices ? S'agit-il d'une distance à l'égard du système de valeurs démocratiques, d'une défiance vis-à-vis des institutions politiques, de positions générales critiques argumentées *via* une dénonciation de la corruption ? Bien au-delà des représentations hâtives du modèle démocratique idéal (organisé autour de la vertu, de ses grandeurs, de ses servitudes et de ses échecs), il existe au sein de la population une grande variété de représentations, aussi bien en ce qui concerne la définition de l'objet corruption et de ses limites, qu'en matière de nature et d'ampleur de la réprobation et de la condamnation. Dans le

Extrait de la publication

rapport à la politique et en particulier dans le lien de confiance-défiance avec elle, on rencontre une grande diversité.

Cette étude du Cevipof et les résultats auxquels elle a abouti permettent de revisiter, de nuancer et de retravailler les acquis de la recherche, d'ailleurs assez modestes sur le sujet. Elle met aussi au jour des clivages nouveaux par rapport aux clivages sociaux, biodémographiques, culturels et politico-idéologiques qui structurent souvent les attitudes et les comportements politiques sur lesquels le Cevipof a beaucoup travaillé (vote, attitude par rapport au changement, libéralisme culturel, etc.). Des clivages nouveaux, et peut-être parfois difficiles à déceler, se font jour : clivages politiques davantage organisés autour d'un axe confiance-défiance que d'un axe gauche-droite, clivages sociaux autour de la distance à l'implication citoyenne plus que selon une opposition de classes, clivages culturels autour d'une polarisation entre tolérance et tradition qui n'est pas entièrement sécante avec le clivage libéralisme culturel-autoritarisme rigoriste.

Quels sont les grands axes des conclusions de cette enquête dont l'originalité est, sur le terrain français, de mettre en relation le système de valeurs des personnes enquêtées et leur conception de la politique avec leurs opinions sur la corruption et les atteintes à la probité publique ?

D'abord, la relation entre les politiques (élus et dirigeants) et les citoyens apparaît comme une relation fragile, peu cadrée, sous influence, largement ouverte aux échanges (*implicit trading* selon les catégories utilisées par Barry S. Rundquist, Gerald S. Strom et John G. Peters[7]). C'est une relation « corruptible » dans la mesure où ce sont souvent des normes contradictoires qui selon les personnes et les circonstances indiquent ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Les résultats montrent l'existence de nombreuses ambivalences dans les jugements portés sur les activités politiques et l'importance des conflits normatifs qui, selon les personnes et les situations, atténuent ou accentuent d'une part la perception de l'importance des transgressions

7. Barry S. Rundquist, Gerald S. Strom et John G. Peters, « Corrupt Politicians and Their Electoral Support : Some Experimental Observations », American Political Science Review, *71 (3), septembre 1977, p. 954-963.*

Extrait de la publication

(y a-t-il peu ou beaucoup de corruption ?), d'autre part leur acceptabilité (tolère-t-on ou réprouve-t-on la corruption ?).

En outre, l'étude montre que ces deux dimensions sont indépendantes et autonomes : on peut estimer qu'il y a peu de corruption mais que ce qui existe de manière minimale doit être puni sévèrement et n'est pas acceptable ; inversement, on peut juger que le degré de corruption est élevé mais la tolérer pour diverses raisons. L'enquête permet aussi de renverser quelques lieux communs : l'intolérance qu'il y aurait face à la corruption ou encore une réprobation qui transgresserait les barrières sociales et les frontières politiques.

Un haut niveau de tolérance

L'enquête montre l'existence d'un assez haut niveau de tolérance au-delà des condamnations de principe : 60 % des personnes interrogées pensent que les élus et les dirigeants politiques sont plutôt corrompus, 73 % considèrent qu'il n'est pas ou peu grave de suivre le conseil d'un conseiller municipal qui vous suggère de demander une lettre de recommandation au maire pour obtenir un logement social.

Diversité des jugements et statut social

L'enquête montre la diversité des jugements portés par les citoyens en fonction de leur statut social et il n'est pas sûr, comme le disait Stendhal, que les petits soient les meilleurs « professeurs de vertu » parce que c'est tout ce qui leur reste (dans *Mémoires d'un touriste*, Stendhal notait que la haute probité est « la seule vertu laissée aux petites gens »).

Relations entre perception de la corruption et valeurs démocratiques

L'enquête met en relation les opinions exprimées sur les atteintes à la probité avec des attitudes plus générales à l'égard des valeurs démocratiques, de leur niveau de confiance dans les institutions et plus largement de leur conception de la fonction politique. Selon le type de rapport que l'on a à la politique, l'attitude vis-à-vis de la corruption

Extrait de la publication

change fortement quelle que soit l'appartenance idéologique, sociale ou culturelle. Il n'y a pas d'unanimisme moral ou normatif en ce domaine. Au contraire, se dégage une grande diversité des représentations sur la probité publique qui s'explique par l'importance des conflits de normes et de valeurs à l'œuvre dans la population enquêtée.

De nombreux travaux insistent sur l'ambivalence des jugements portés sur la « politique », ses institutions, ses règles du jeu, ses acteurs. Il est aujourd'hui acquis que l'on ne peut simplement opposer ceux qui ont une vision « enchantée » du politique et ceux qui en ont une vue « désenchantée » ; ceux qui adhèrent aux valeurs et institutions démocratiques et s'impliquent, et ceux qui les dénigrent et se tiennent à distance. Cette vision dichotomique est désormais dépassée. C'est pourquoi il est important d'aller plus loin et de se doter d'un appareil d'investigation qui prenne au sérieux l'existence d'attitudes ambivalentes, tente de les évaluer et pose des hypothèses pour les caractériser et les comprendre.

Ces tensions entre des normes et des valeurs contradictoires produisent divers effets. Elles influent en premier lieu sur ce qui est qualifié comme relevant ou non d'une atteinte à la probité. Si le problème de la définition de ce champ a toujours été posé, il n'a jamais été résolu de façon définitive. L'originalité de l'enquête du Cevipof (par rapport aux travaux existants) est double. Tout d'abord, elle accorde une grande place aux investigations de la zone « grise », sur les comportements qui ne sont pas des atteintes explicites à la probité, ceux qui relèvent du favoritisme ou de la recherche d'avantage personnel, ceux qui relèvent de la « politique officieuse ». Ensuite, elle prend en compte non seulement les transgressions et les déviances dans les relations entre citoyens et élus (atteinte à la probité publique), mais également celles qui concernent les relations entre citoyens (atteinte à la probité privée).

Les conflits normatifs expliquent aussi l'influence d'un ensemble d'éléments justificatifs atténuant la réprobation ou légitimant parfois la transgression. Différentes questions ont été posées sous forme de scénarios en faisant varier des données qui permettent de préciser quels éléments jouent le plus ou le moins : le montant des fraudes, l'état des personnes, l'appartenance politique et une série de faits

Extrait de la publication

justificatifs (l'accès à des biens rares comme l'emploi ou le logement, l'invocation de l'intérêt général, des contextes d'action politique privée).

Enfin, la question de la relation « politique-citoyen » est centrale. Elle est également marquée de conflits normatifs entre les attentes de rôle classiques en démocratie, et celles qui sont concrètement vécues. Ce qui est en cause n'est pas le degré de moralité ou d'immoralité des élus et des dirigeants, mais bien les formes des relations qui existent entre les représentants et les citoyens. Or ces relations sont pour le moins complexes, multidimensionnelles. Les critères d'évaluation de ces relations de pouvoir diffèrent selon un certain nombre de variables.

Une autre originalité de la recherche du Cevipof repose sur la prise en compte des variables « intermédiaires », relativement explicatives, comme la confiance dans les élus, dans les institutions politiques, dans les institutions administratives, les propriétés et les devoirs attendus des élus, les relations d'échange avec les élus dans le cadre d'affaires privées, etc.

Cette enquête est une première en France, mais elle ne prétend pas, bien sûr, répondre à toutes les questions que peuvent poser les situations multiformes d'atteinte à la probité dans les relations politiques officielles et officieuses, de l'attribution d'avantages quotidiens (fréquents dans la pratique politique pour l'accès à des services rares) à la corruption motivée par l'intérêt particulier des bénéficiaires (corrupteurs et corrompus). Cette première recherche d'ampleur ouvre un chantier que d'autres poursuivront.

Extrait de la publication